



Au 7^e jour de compétition

La campagne électorale poursuit son cours

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4938 - Dimanche 24 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Le danger devient important avec la vague de froid

Les risques d'asphyxie au gaz augmentent

Page 3

Ouverture d'un premier marché national du genre

La culture bio peine à décoller

Page 2

A chaque camp son ukraingate

Par Mohamed Habili

Les dix derniers candidats à l'investiture démocrate n'ont véritablement communiqué lors de leur cinquième débat à Atlanta, Géorgie, mercredi soir dernier, que dans leur rejet sans appel de Donald Trump, qu'ils ont qualifié de tous les noms, comme à leur habitude. Ils auraient parlé d'un bandit de la pire espèce, d'un gibier de potence, qu'on voit mal ce qu'ils auraient dit de plus insultant à son endroit. Il n'y a qu'à les écouter sur ce thème pour voir que décidément ils ne se sont toujours pas fait à l'idée qu'il soit le président des Etats-Unis. D'autant que pour le devenir il avait commis ce crime impardonnable entre tous qui est d'avoir battu l'un des leurs, et pas n'importe lequel, mais la personne même «programmée» pour être la première femme à accéder à la présidence des Etats-Unis. De sorte qu'on ne sait pas très bien quel est le but précis qu'ils poursuivent à travers la procédure d'impeachment que leurs représentants à la Chambre ont initiée : est-ce pour empêcher sa réélection l'année prochaine, ou est-ce pour obtenir l'annulation de son premier mandat ? Les dix candidats à leur investiture ont bien cherché toutefois à distinguer la procédure en cours de l'élection de novembre prochain, mais on dirait juste pour que l'échec de la première, si c'est lui qui advient, ne se double pas d'une défaite touchant la deuxième. Ce qui le cas échéant serait un désastre politique tel qu'il n'est pas évident que leur courant puisse lui survivre. Ce qu'on appelle l'ukraingate et qui donne le motif du procès qu'ils font à Trump se présente tout différemment au point de vue des républicains.

Suite en page 3

Sit-in et grève de trois jours dès demain

La crise enfle dans l'Éducation



Suite à l'échec d'une nouvelle réunion avec la tutelle, la Coordination des enseignants du primaire annonce dans un communiqué le maintien de sa grève cyclique de trois jours et l'organisation d'un sit-in devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale le 25 novembre. Elle menace même de boycotter les examens du premier trimestre et d'opter pour une grève illimitée en cas de non-satisfaction des revendications des enseignants.

Lire page 3

Une centaine d'artistes prennent part à la 10^e édition

Ouverture du Salon Djurdjura des arts plastiques à Tizi Ouzou

Page 24

Théâtre

«Cannibale», nouvelle pièce au théâtre régional de Béjaïa

Page 13

Au 7^e jour de compétition

La campagne électorale poursuit son cours

■ Révision de la Constitution, réouverture du dossier des retraités de l'armée et répartition équitable des ressources nationales en fondant un Etat démocratique à caractère social qui consacre l'unité nationale et garantit une vie digne aux citoyens... sont les principales promesses des candidats à la présidentielle au septième jour de campagne.

Par Louiza Ait Ramdane

Entamée depuis une semaine, la campagne électorale pour les présidentielles du 12 décembre se tient dans un climat d'extrême tension pour les cinq candidats en lice qui font face à chaque déplacement à la protestation des citoyens qui refusent l'organisation du scrutin. La première semaine de la campagne n'a pas été de tout repos pour les candidats, puisqu'ils ont été chahutés lors de leurs déplacements et de leurs meetings électoraux. Les cinq candidats ont été également accueillis par des manifestants qui ont brandi des slogans hostiles à la présidentielle. Il a fallu le déploiement d'un important dispositif sécuritaire pour permettre aux candidats de se déplacer et animer leurs meetings, sans public.

Malgré une présence policière renforcée pour la circonstance, les manifestants multiplient les actions contre ces candidats accusés de vouloir maintenir l'ancien système. Le dernier incident de campagne de la semaine a été le candidat Abdelkader Bengrina, protégé vendredi soir, par les services de sécurité à Aflou dans la wilaya de Laghouat où il a animé un meeting pour le compte du 6^e jour de la campagne électorale. Des citoyens ont encerclé l'hôtel où était Bengrina. Les services de sécurité ont dû intervenir pour exfiltrer le candidat à la présidentielle et lui permettre de quitter les lieux. A noter aussi que plusieurs personnes ont été arrêtées dans le cadre de rassemblements contre les candidats et lors de manifestations contre la tenue du scrutin.

Selon le candidat Abdelkader Bengrina, qui s'est exprimé hier à partir d'Aflou, dans la wilaya de Laghouat, «la course à la présidentielle restera avec seulement 3 candidats!» Deux candidats seront éliminés lors de cette course électorale, précise-t-il. «Trois candidats uniquement qui n'étaient pas avec la bande se disputent le poste de président», ajoute-t-il. Commentant les déclarations d'un parlementaire européen, Bengrina déclare: «Nous n'accepterons pas que la situation du pays soit discutée dans les couloirs d'une institution étrangère». Le candidat est revenu sur la protestation des citoyens à son arrivée à la wilaya. Il déclare que le nombre de manifestants contre lui à Aflou n'a pas dépassé les 30, alors qu'il a demandé aux autorités de libérer des détenus. «Nous avons été reçus par des centaines d'hommes au nord de



Laghouat et nous avons défilé dans la ville», dira-t-il.

Le candidat à la présidentielle, Abdelmajid Tebboune, a accusé ceux qu'il a appelé un groupe de protestataires à l'étranger qui travaille pour entraver le processus électoral, soulignant qu'il ne s'agit pas du peuple algérien libre qui s'oppose au scrutin. Lors d'un meeting organisé hier, à Batna, il a estimé que «la démocratie exige que la minorité respecte l'opinion de la majorité et vice-versa, mais sans violence verbale ou physique». Le premier point dans son programme, dira-t-il est de réviser la Constitution, pour que les Algériens, explique-t-il, soit unis et que personne ne déteste l'autre. Tebboune a souligné qu'une mafia financière protégée par des forces inconstitu-

tionnelle était derrière un complot en 2017. Tebboune a noté que la situation dans le pays avait connu un recul au cours des 9 derniers mois, soulignant que «s'il n'y avait pas eu le mouvement populaire pacifique, il y aurait eu des destructions dévastatrices et l'exclusion continue des classes fragiles et de l'économie nationale». Le candidat qui s'est engagé à prendre soin des jeunes à tous égards, déclare: «Je créerai une nouvelle classe pour les jeunes politiques et entrepreneurs».

Au 7^e jour de la campagne électorale, Ali Benflis a promis, hier, depuis Médéa, s'il est élu par le peuple à la tête du pays, l'ouverture du dossier de la pension de retraite et la réhabilitation des Patriotes. «Les retraités qui ont servi l'Algérie sont lésés



actuellement, car ils ne perçoivent qu'une faible pension qui ne leur garantit pas une vie digne. Les revendications des retraités sont légitimes et ne sont pas exagérées», a-t-il estimé. Evoquant le dossier des Patriotes, de la garde communale et des retraités de l'ANP, le prétendant à la présidentielle a promis «la réhabilitation de ces derniers». Par ailleurs, le président du parti Talaia El-Hourriyet a précisé que son mandat présidentiel, s'il est élu à la tête du pays, sera «un mandat de transition», promettant d'ouvrir le premier atelier réunissant «les Algériens ayant participé et ceux ayant boycotté l'élection dans le cadre d'un dialogue national inclusif sur les lois fondamentales de la République, et en premier lieu une nouvelle

Constitution», tout en soulignant qu'il conduira, lui-même, ce dialogue national. Il a proposé, en outre, la constitution d'un gouvernement d'entente nationale qui sera chargé de l'élaboration de lois permettant d'organiser des élections législatives et locales dans le cadre d'un «système semi-présidentiel dont le Chef du gouvernement sera issu de la majorité parlementaire».

Le candidat à la présidentielle, Abdelaziz Belaid a indiqué à partir de Chlef que «la gestion arbitraire et le détournement de fonds ont amené le peuple algérien à vivre dans la pauvreté». Lors d'un meeting, il a promis de revoir les salaires des travailleurs de différents secteurs et la réouverture du dossier des retraités de l'armée.

L. A. R.

Ouverture d'un premier marché national du genre

La culture bio peine à décoller

Le premier marché, au niveau national, de produits maraichers issus de l'agriculture biologique, sera prochainement ouvert dans la commune de Tadmait, dans la wilaya de Tizi Ouzou, par l'Entreprise régionale de génie rurale (ERGR) Djurdjura. Premier du genre à l'échelle nationale et créé par un organisme public, «ce marché paysan, réalisé dans le cadre d'un projet de modernisation de la pépinière de Tadmait doté d'une enveloppe financière de 280 millions de DA destiné à rendre cet espace ouvert au public, ouvrira ses portes dans deux ou trois mois», a souligné Houria Chaouchi, directrice de l'ERGR. Le marché sera implanté au niveau de la pépinière «Planète verte» de l'ERGR Djurdjura à Tadmait qui est accessible par la RN 12, à l'entrée ouest de Tadmait, a-t-elle expliqué. D'une capacité de 300 stands, cette infrastructure sera alimentée par des agriculteurs qui vont produire sur place sur un site de production de six ha, abritant 208 serres pour la culture de plusieurs variétés de légumes qui ne sont pas produits

localement, M^{me} Chaouchi indiquera que la vente des produits agricoles bio se fera directement du producteur au consommateur chaque vendredi dans des stands en bois et les clients disposeront d'un parking d'une capacité de 300 véhicules. En plus du marché paysan bio, il est aussi prévu dans le cadre de cette opération, l'aménagement d'une ferme pédagogique avec des ateliers et une salle de conférences, destinée notamment aux étudiants de l'université de Tizi Ouzou et de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Boukhalfa, pour leurs travaux pratiques, a-t-elle souligné. Inscrite dans le développement de l'agriculture durable, l'agriculture biologique continue de faire débat en Algérie et peine à s'installer dans la réalité des agriculteurs en raison de bon nombre d'entraves notamment celles à la fixation des règles normatives imposant aux opérateurs, depuis la production jusqu'au conditionnement final, de définir et mettre en place un système de contrôle et une certification spécifique qui donnera une traçabilité à leurs produits.

L'enjeu pour l'agriculture biologique entre autres la garantie d'une alimentation saine, elle permet en effet de prévenir des pathologies graves dont la prise en charge peut s'avérer très lourde pour la collectivité, ce qui n'est pas une mince affaire. Pour ce faire, techniquement, il s'agit entre autres de remplacer les engrais chimiques qui sont un danger pour la santé des citoyens surtout si elle est utilisée de manière anarchique et abusive par des fertilisants bio tels que les mycorhizes endémiques, d'autant plus qu'au plan environnemental 60 à 90% des fertilisants chimiques conventionnels se perdent dans les sols et que la plante ne bénéficie que 10 à 40%. Le recours à ces nouvelles solutions permettra aussi aux agriculteurs de diminuer le coût de la production et augmenter leur production, selon les spécialistes. Sauf que l'usage de fertilisants bio à lui seul ne suffit pas et nécessite un contrôle continu depuis son utilisation jusqu'au conditionnement du produit. Une opération qui devrait s'accomplir à travers une certification. Laquelle certification attestant le

fait que les règlements de l'agriculture biologique sont bien respectés par les producteurs et fabricants qui s'engagent dans cette démarche, sera non seulement une garantie pour le consommateur local mais aussi une exigence à l'exportation. Or là est tout le problème, si en effet on peut le qualifier de la sorte. Et pour cause, s'il est vrai que l'Algérie ne dispose pas d'une réglementation et d'une agence de certification bio proprement dite, faisant que les opérateurs concernés doivent se rendre soit en Tunisie soit en France pour se faire délivrer le document de certification, il n'en demeure pas moins qu'elle reste possible via l'Institut algérien de normalisation qui dispose d'un référentiel de certification bio et donne lieu à un label biologique. Néanmoins pour des raisons et intérêts non avoués, certains opérateurs agricoles choisissent de se saisir des organismes étrangers monnayant des sommes conséquentes. D'où l'urgence de réglementer ce volet d'activité et de créer un organisme de certification en la matière.

Lynda Naili

Sit-in et grève de trois jours dès demain

La crise enfle dans l'Éducation

■ Suite à l'échec d'une nouvelle réunion avec la tutelle, la Coordination des enseignants du primaire annonce dans un communiqué le maintien de sa grève cyclique de trois jours et l'organisation d'un sit-in devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale le 25 novembre. Elle menace même de boycotter les examens du premier trimestre et d'opter pour une grève illimitée en cas de non-satisfaction des revendications des enseignants.

Par Thinhinene Khouchi

La réunion de jeudi dernier n'a fait qu'empirer les choses. En effet, à la fin des négociations avec des responsables du ministère de l'Éducation nationale qui ont duré treize heures (de 9h30 à 22h), la Coordination des enseignants du primaire a déclaré dans un communiqué que «la tutelle n'a pas répondu aux principales revendications posées» et pour cela un sit-in aura lieu demain (lundi 25 novembre) devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale et une grève de trois jours sera observée (lundi, mardi et mercredi). Les enseignants prévoient même de nouvelles formes de protestation à partir de demain. Lors de la réunion, indique le communiqué de la Coordination des enseignants du primaire, les représentants des enseignants ont exposé les revendications soulevées dans leur plateforme. Ils indiquent que les cadres du ministère de l'Éducation nationale étaient à l'écoute mais qu'au final aucune réponse n'a été donnée aux principales revendications posées. Les enseignants présents à cette réunion affirment même que «la tutelle a déclenché cette réunion dans le seul but de calmer la colère des protestataires qui ont haussé le ton. Elle n'avait donc aucune intention de satisfaire nos revendications». La Coordination a expliqué que, lors de cette réunion du 21 novembre, la



tutelle n'a pas donné son accord par rapport à la demande de la révision du grade des enseignants du primaire, sous prétexte que ce point nécessite l'ouverture du statut particulier, chose qui ne peut se faire actuellement. Concernant la révision du volume horaire et la dispense des enseignants des tâches non pédagogiques, comme l'encadrement des élèves dans la cour et les cantines, ainsi que les revendications liées au volet pédagogique, le communiqué de la Coordination des enseignants du primaire indique que le ministère de l'Éducation n'a pas apporté de réponses à ces points-là. Pour le décret présidentiel 266/14, le ministère de l'Éducation a expliqué aux enseignants qu'il sera appliqué à partir de 2020. Mais sans effet rétro-

actif à compter de 2014, comme cela a été revendiqué par les protestataires. Par ailleurs, la Coordination des enseignants a réitéré son appel pour l'organisation d'une réunion avec le ministre de l'Éducation nationale en personne pour étudier leurs revendications. Au cas où cette réunion n'aura pas lieu, les enseignants du primaire menacent d'opter soit pour une grève illimitée, ou le boycott des examens du premier trimestre. Pour le moment, la Coordination des enseignants annonce la poursuite de leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Il y a donc maintien de la grève cyclique de trois jours par semaine et un appel est lancé en vue d'un sit-in demain 25 novembre devant l'annexe du ministère de l'Éduca-

tion nationale. Enfin, rappelons que la Coordination des enseignants du cycle primaire réclame l'amélioration des conditions de travail et les moyens pédagogiques nécessaires, l'uniformisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du primaire, la limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et la dispense des séances d'éducation sportive ou de surveillance des élèves. Il est aussi demandé la révision du décret exécutif n° 12/240 portant sur le statut principal des corps communs de l'Éducation nationale, le reclassement, l'augmentation des salaires et la réduction du volume horaire.

T. K.

Le danger devient important avec la vague de froid Les risques d'asphyxie au gaz augmentent

Avec la vague de froid de ces derniers jours, la crainte de voir resurgir le problème des asphyxies s'installe. Chaque année c'est la même chose. Quand l'hiver arrive, les cas d'intoxication au monoxyde de carbone se multiplient. Ce gaz qui n'a ni couleur, ni odeur, surprend les ménages algériens et décime, parfois, des familles entières. L'année dernière, 118 personnes sont mortes asphyxiées et 1 849 autres personnes ont été incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage, selon un bilan de la Protection civile. Pour cette année, alors que la saison hivernale vient tout juste de commencer, plusieurs incidents ont été signalés. En quelques jours, les services de la Protection civile ont secouru plusieurs personnes. Les raisons de ces accidents sont nombreuses : non-conformité des équipements de chauffage, mauvaise ventilation... Les familles, incons-

cientes des risques encourus d'un mauvais entretien ne renforcent pas leur vigilance et s'exposent d'autant plus à ce danger domestique. A cet effet, la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger organise, à partir d'aujourd'hui à Alger, des journées de sensibilisation aux moyens de prévention des risques d'asphyxie au monoxyde de carbone (CO), qui s'étaleront du 24 novembre au 12 février 2019, selon le responsable de ce corps. Le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de l'information auprès de ces services, a indiqué que ces journées de sensibilisation, qui coïncident avec la saison hivernale, ont pour objectif de sensibiliser les citoyens aux dangers de l'asphyxie au monoxyde de carbone pour réduire les accidents et éviter les pertes humaines. L'objectif de ces campagnes de sensibilisation consiste à donner une image claire et simplifiée sur les éventuels risques du monoxyde de carbone sur la vie

du citoyen, si les conditions et les instructions ne sont pas respectées, à travers des images et des dépliants, selon le responsable. Cette campagne de sensibilisation qui sera lancée aujourd'hui, à partir du Centre de formation professionnelle d'El Harrach, sillonnera jusqu'à la mi-février plusieurs établissements scolaires, centres de formation et places publiques des différentes communes de la capitale, à l'instar de l'école primaire Malek Maouche, près de la station de métro de Bachdjerrah, l'école primaire Sidi-Abdallah de Zéralda et le Centre de formation professionnelle de Staoueli. D'autre part, le programme des journées de sensibilisation englobera également les centres de formation professionnelle des communes de Birtouta, Reghaïa et Hussein Dey, les écoles primaires des cités Colonel Athmane (Birtouta), AADL El Kerrouche (Reghaïa) et l'école El Mirage (Alger-Centre) ainsi que l'Institut des travaux publics de

Kouba. La clôture de cet événement est prévue à la gare routière du Caroubier (Hussein Dey). Selon le même responsable, l'accent sera mis durant ces journées de sensibilisation sur les cités et les nouvelles agglomérations ayant bénéficié des opérations de logement dans le cadre du programme de la wilaya et ce, en coordination avec plusieurs partenaires à l'image des Directions de distribution de gaz et d'électricité d'Alger (SDA), de la santé et du commerce d'Alger. La plupart des cas d'asphyxie au monoxyde de carbone est due à la non-conformité de certains appareils de chauffage aux normes de sécurité, aux dysfonctionnements dans l'installation et la maintenance des équipements de chauffage, à la mauvaise fermeture des robinets et des vannes du gaz ainsi qu'à des défauts dans le dispositif de sécurité de certains appareils utilisés, outre l'absence d'aération.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

A chaque camp son ukraingate

Suite de la page une

Pour ces derniers, ce qui est véritablement en cause, ce n'est pas Trump, mais les Biden père et fils, sur lesquels ils s'appliquent à faire peser des soupçons autrement plus graves que ceux qu'entretiennent leurs adversaires à l'encontre du président issu de leurs rangs. Qu'est-ce en effet qui est reproché à Trump ? C'est d'avoir demandé au président ukrainien de diligenter une enquête sur le fils Biden en contrepartie d'une aide militaire pour son pays. Ou plus exactement, en échange d'une rapide livraison de cette aide. S'il y a un scandale, ce n'est pas dans la demande en soi, mais dans le fait qu'elle concerne un rival potentiel dans la perspective de la présidentielle. Le président américain n'aurait-il donc pas dans l'absolu le droit de demander qu'il soit regardé de près dans les affaires d'un ressortissant américain quel qu'il soit ? Ou n'aurait-il pas ce droit seulement quand ce ressortissant se trouve être le propre fils de son concurrent démocrate à la présidentielle ? Toujours est-il que Trump est tellement assuré de la bénignité de ce qu'il lui est reproché qu'il demande même à être jugé en bonne et due forme par le Sénat, et pas seulement relaxé faute de majorité à même de sévir contre lui. La même affaire se présente en revanche tout autrement du point de vue des républicains. Qu'il soit établi effectivement, ce dont du reste bien des gens sont d'ores et déjà convaincus, que le fils Biden a bénéficié de privilèges en Ukraine, et que cela n'a pu se produire que sur intervention du père. N'est-ce pas que le préjudice sur ce dernier serait plus grave, aussi bien politiquement que juridiquement. Joe Biden en est parfaitement conscient, qui n'arrête pas de mettre au défi Trump de le détruire lui et sa famille. Dans cette affaire, ce n'est pas Trump qui joue le plus gros, mais bien les Biden et à leur suite les démocrates. Or on ne peut même pas exclure que l'affaire perde sa raison d'être dans la suite des événements. Ce qui arriverait vraisemblablement dans le cas où Biden cesserait d'être le favori pour l'investiture démocrate. Pas de Biden dans la course pour la présidentielle, pas d'Ukraigate. Et donc pas d'impeachment.

M. H.

Expérience-pilote à Oran

Plantation d'herbiers de Posidonie dans les fonds marins

■ Considérés comme «les poumons de la Méditerranée», les herbiers de Posidonie sont victimes de la pollution de l'eau, d'espèces d'algues invasives et d'arrachages. Ces prairies sous-marines sont, par ailleurs, considérées comme un habitat idéal pour les alevins, au point où certaines sont considérées comme de véritables écloséries.

Par Baya F.

L'association écologique marine «Barbarous» vient de se lancer dans une nouvelle expérience consistant en la plantation d'herbiers de Posidonie, des plantes marines dépolluantes, dans la baie des Andalouses (Oran), a-t-on appris des initiateurs de ce projet.

Les membres de l'association, appuyés par des universitaires, ont décidé de tenter l'expérience, en plantant des herbiers dans la baie des Andalouses, sur une surface de 15m², a indiqué à l'APS le SG de l'association, Amine Chakouri.

Considérés comme «les poumons de la Méditerranée», les herbiers de Posidonie sont vic-



PH: D.R.

«Les plongeurs de l'association ont ramassé des plantes de différents endroits, pour les replanter dans la baie des Andalouses», a précisé M. Chakouri, ajoutant que les résultats de l'expérience, première du genre à l'échelle nationale, ne peuvent être visibles avant quelques semaines.

En effet, même si la plantation a été réussie, il faudrait attendre un peu de temps pour voir si les plantes vont prendre racine dans leur nouvel espace.

La plantation des herbiers de Posidonie, tout comme la création de récifs artificiels, est considérée comme un excellent moyen pour lutter contre la désertification sous-marine et la création d'habitats pour les espèces marines.

Pour sa part, le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Mohamed Bengrina, a mis en exergue l'importance de l'expérience. Il a indiqué qu'elle sera incluse aux propositions que présentera sa direction dans le cadre de la stratégie nationale de l'économie bleue 2030.

B. F./APS

times de la pollution de l'eau, d'espèces d'algues invasives et d'arrachages. Ces prairies sous-marines sont, par ailleurs, consi-

dérées comme un habitat idéal pour les alevins, au point où certaines sont considérées comme de véritables écloséries.

Toutefois, les herbiers de Posidonie auraient perdu près de 30 % de leur surface en Méditerranée, a-t-on expliqué.

Ouargla

Près d'une quarantaine d'entreprises attendues au Salon de la production et d'exportation

Près d'une quarantaine d'entreprises publiques et privées algériennes et étrangères devront prendre part au Salon international de la production et d'exportation, prévu du 26 au 30 novembre courant à Ouargla, à l'initiative de l'entreprise «Box-Expo» des foires, a-t-on appris hier des organisateurs.

Placé sous le signe «l'avenir de notre économie, fruit de nos entreprises», cette manifestation économique, initiée avec le concours d'autres entreprises, sera dédiée à l'exposition d'une panoplie de produits

agroalimentaires, des prestations, ainsi que des moyens et outils de production, a expliqué le coordinateur du salon.

Le programme de cet événement prévoit l'animation, en marge des expositions, diverses communications afférentes à l'économie et au marketing, a ajouté Foudil Mohamed Allali.

L'organisation de ce rendez-vous s'annonce comme objectifs la promotion du produit algérien, notamment l'exportable vers l'étranger en général, et le marché africain en particulier, la contribution dans les efforts

de développement d'un climat des affaires dans les régions du Sud, ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives d'emploi à la satisfaction des jeunes, a-t-il ajouté.

La vulgarisation des potentialités et opportunités d'investissement dans les régions du Sud, la mise en valeur des richesses que recèle l'Algérie, font partie également des objectifs de cet événement qu'abrèvera un espace commercial dans la commune de Sidi Khouled, 15 km au nord de Ouargla, ont indiqué les organisateurs.

Amina H.

Sud-est du pays

Plusieurs projets programmés pour améliorer l'alimentation en eau potable

Le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam, a affirmé, vendredi à El Oued, que ses services s'attelaient à la programmation de plusieurs projets devant assurer la qualité et la continuité de l'approvisionnement en eau potable. «Ces projets interviennent dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens de la wilaya, notamment en ce qui concerne la continuité de l'approvisionnement en eau potable à travers l'augmentation du volume horaire de l'alimentation en eau de 14h/jour à 24h/jour», a expliqué le ministre lors du premier jour de sa visite d'inspection dans la wilaya d'El Oued. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée en marge de cette visite, M. Hamam a fait savoir qu'une enveloppe financière de 1,5 mds DA avait été consacrée pour la réalisation de projets consistant en «des réservoirs souterrains»

devant renforcer la capacité de stockage d'eau dans la wilaya qui a accusé un déficit de 68 000 m³, entravant ainsi la continuité d'approvisionnement en eau potable durant toute les heures de la journée. S'agissant de l'amélioration de la qualité de l'eau potable, le ministre a affirmé que les infrastructures réalisées, à savoir les 3 stations de dessalement qui seront mises en service dans quelques jours (commune de Djamaa d'une capacité de 12 000 m³/jour, la commune d'El

Meghaier : 14 000 m³, et la commune d'El Oued : 30 000 m³), contribueront à améliorer la qualité de l'eau potable, notamment le taux de salinité contenu dans l'eau de robinet. Par ailleurs, le ministre a visité une station de dessalement à la cité du 19 mars (centre ville d'El Oued) dont les travaux ont atteint 98 % pour la réalisation et 97 % quant à l'équipement, un projet sectoriel auquel une enveloppe financière de trois mds DA a été allouée. Ce projet, d'une capacité de production de 30 000 m³/jour, devra

contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau potable et à la création d'emplois. Insistant sur l'accélération des travaux de réalisation ayant accusé un retard, le ministre a accordé au maître d'œuvre un délai de 20 jours pour finaliser les travaux de ce projet qui devrait être mis en service le 15 décembre 2020, faute de quoi, il sera sanctionné conformément à la loi en vigueur. Par ailleurs, suivant un exposé exhaustif sur la situation du secteur dans la wilaya (ressources en eau, alimentation en eau

potable, assainissement), M. Hamam a indiqué que tous les moyens matériels et logistiques seront assurés pour que la gestion des réseaux d'eau potable soit transférée à l'Algérienne des eaux (ADE) qui ne gère actuellement que les réseaux de deux communes sur les 30 communes de la wilaya. Pour rappel, la visite du ministre des Ressources en eau s'est poursuivie hier (2^e jour) où il devait inspecter plusieurs structures relevant de son secteur à Djamaa et El Meghaier (Oued Righ).

Safa C.

Accidents de la circulation

8 morts et 42 blessés en 48 heures

Huit personnes ont trouvé la mort et quarante-deux autres ont été blessées dans dix accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile. Selon le même bilan, trois personnes sont mortes intoxi-

quées par le monoxyde de carbone, dont deux à El Harrach, wilaya d'Alger, et une autre à Boussaâda, dans la wilaya de M'sila.

Dans le même cadre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins à 67 personnes incommo-

dées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains, à travers les wilayas de Batna (11), Sidi Bel Abbès (8), Bordj Bou Arréridj (12), Médéa (4), Boumerdès (5), El Bayadh (5), Oum El Bouaghi (12), Relizane (4) et Sétif (6), précise la même source.

Hania T.

Après deux séances de forte hausse

Le pétrole perd du terrain

■ Les prix du pétrole se sont repliés, les investisseurs engrangeant quelques profits après deux jours de forte hausse tandis que persistaient les incertitudes sur la guerre commerciale sino-américaine et la prochaine réunion de l'Opep.

Par Salem K.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 58 cents, ou 0,9 %, pour finir à 63,39 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour janvier a perdu 81 cents, ou 1,4 %, pour finir à 57,77 dollars. Les cours du baril avaient pris plus de 5 % au cours des deux séances précédentes. «Aucune nouvelle spécifique ne justifie a priori ce repli si ce n'est que les investisseurs ont profité des gains des deux derniers jours pour retirer leur mise avant le week-end», a estimé Andy Lipow de Lipow Oil Associates. De façon plus générale, «il y a pas mal de discussions en ce moment parmi les acteurs du marché sur le fait que les marges des raffineries sont en train de diminuer un peu et



Ph/D. R.

qu'elles pourraient en conséquence décider de ralentir un peu leur activité, ce qui diminuerait par ricochet la demande pour le brut», a souligné le spécialiste. Les courtiers continuaient, par ailleurs, à surveiller l'état des négociations entre Washington et Pékin. Les deux parties ont brouillé les messages vendredi sur la possibilité de mettre fin à la guerre commerciale, Donald Trump, estimant qu'un accord était toujours à portée de main

quand son homologue Chinois Xi Jinping, s'est dit prêt à en découdre. La guerre commerciale entre les deux plus grandes économies mondiales pèse sur la croissance mondiale, et a en conséquence incité les analystes à baisser leurs prévisions de croissance de la demande de pétrole. «Tant que les Etats-Unis et la Chine chercheront à trouver une solution à leur différend commercial, le pétrole pourra s'accrocher à ses gains», a expli-

qué Han Tan, analyste de FXTM. «A l'inverse, le risque d'une nouvelle poussée des tensions entre les deux pays, qui ne peut être totalement exclue à ce stade, rendra les cours du pétrole vulnérables aux aléas des négociations», a-t-il ajouté. L'autre grand sujet du moment reste la réunion à venir de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont la Russie, à Vienne les 5 et 6 décembre. Les prix du pétrole

avaient bénéficié jeudi d'informations de presse indiquant que l'Opep et la Russie étaient enclins à prolonger les réductions de production (d'or noir) pour trois mois supplémentaires, jusqu'à mi-2020», a relevé Al Stanton, de RBC.

S. K./APS

Changes

La livre fragilisée par des données sur l'économie britannique

La livre s'affichait en recul face au dollar et à l'euro vendredi après des chiffres montrant un net repli de l'activité dans les services et le secteur manufacturier au Royaume-Uni. La devise britannique reculait de 0,64 % face au dollar, à 1,2831 dollar, et de 0,26 % face à l'euro, s'échangeant à 85,89 pence pour un euro vers 20h00 GMT. L'indice PMI composite (qui englobe le secteur manufacturier et celui des services) du Royaume-Uni a atteint 48,5 points ce mois-ci, selon une estimation «flash» dévoilée par le cabinet Markit. Un score inférieur à 50 points témoigne d'une baisse de l'activité. Un chiffre aussi faible remonte à juillet 2016, quelques

semaines après le vote des Britanniques en faveur de la sortie de l'Union européenne. «Les données montrent que les prochaines élections amplifient une incertitude déjà forte au Royaume-Uni», a noté Joe Manimbo de Western Union. Des élections législatives anticipées auront lieu le 12 décembre au Royaume-Uni pour sortir de l'impasse du Brexit qui paralyse le pays depuis plus de trois ans. «Les chiffres renforcent également la position de deux membres du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre qui, au début du mois, ont voté pour une baisse des taux d'intérêt afin de soutenir l'économie», a ajouté M.

Manimbo. L'euro a lui effacé vendredi, à la publication des PMI pour la zone euro, ses maigres gains engrangés en début de séance face au dollar grâce aux données françaises et allemandes. La monnaie unique européenne perdait 0,35 % face au billet vert à 1,1020 dollar. L'euro avait d'abord profité des indices français et allemand qui ont montré «un début fragile de reprise dans le secteur manufacturier tandis que les deux pays ont connu une amélioration meilleure qu'attendu à respectivement 51,6 et 43,8 points en novembre», a commenté Michael Hewson, analyste pour CMC Markets. Dans le secteur des services,

l'indice a en revanche été moins bon qu'attendu en France comme en Allemagne. La monnaie unique européenne a ensuite rapidement reculé avec la publication des chiffres de la croissance du secteur privé en zone euro à 50,3 points contre 50,6 points attendu. Ce «léger déclin de l'indice composite confirme que l'économie reste amorphe», a souligné Andrew Kenningham, analyste pour Capital Economics. Selon les analystes de Wells Fargo, «l'euro court le risque de reculer à court terme, particulièrement si la BCE baisse ses taux d'intérêt en décembre, comme nous nous y attendons».

Malek Y.

France

L'activité du secteur privé en novembre au plus haut depuis trois mois

L expansion de l'activité du secteur privé en France a atteint son plus haut niveau depuis trois mois en novembre, hissée par la production manufacturière, selon un indicateur provisoire publié par le cabinet IHS Markit. L'indice Flash Composite progresse légèrement à 52,7 en novembre contre 52,6 en octobre, selon Markit. Un indice supérieur à 50 signale une expansion, un indice inférieur à cette limite une contraction de l'activité. L'indice de la production manufacturière atteint en novembre un plus haut de cinq mois, à 51,6 contre 51,2 en octobre,

tandis que l'activité dans les services se maintient à 52,9. Pour l'indice composite dans son ensemble, «il s'agit du huitième mois consécutif d'expansion, celle-ci résultant de hausses simultanées dans le secteur manufacturier et celui des services», relève le communiqué d'IHS Markit. La poursuite de la hausse de l'activité en novembre s'explique notamment par «une nouvelle progression du volume des nouvelles affaires», à la fois grâce aux commandes dans le secteur manufacturier, qui ont pour la première fois augmenté depuis août, mais surtout par une

forte augmentation des nouvelles affaires chez les prestataires de services. «La croissance des nouvelles commandes a bénéficié d'un raffermissement de la demande internationale en ce milieu de quatrième trimestre», selon le cabinet. Par ailleurs, «les entreprises du secteur privé ont de nouveau renforcé leurs effectifs en novembre, tendance qui porte l'actuelle période de croissance de l'emploi à un peu plus de trois ans». Pour novembre, Markit a constaté «la plus forte hausse des effectifs depuis octobre 2018».

A. Y.

Vietnam L'entreprise thaïlandaise EGATI construit une centrale à charbon de 2,37 milliards de dollars

L'ENTREPRISE thaïlandaise EGAT International Co (EGATI) a lancé récemment la construction d'une centrale à charbon de 2,37 milliards de dollars dans le centre du Vietnam. La centrale de Quang Tri 1, d'une capacité de 1 320 Mw, est en construction dans la province de Quang Tri. EGAT International est une filiale détenue à 100 % par l'Autorité thaïlandaise de production d'électricité, rapporte hier la presse locale. Le Vietnam, l'une des économies les plus dynamiques de l'Asie, dépend de plus en plus du charbon pour la production d'électricité, alors même qu'il encourage les énergies renouvelables. Les données du gouvernement indiquent que les importations de charbon du Vietnam au cours des dix premiers mois de cette année ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, atteignant 36,8 millions de tonnes. Le charbon, provenant principalement d'Australie et d'Indonésie, est principalement utilisé pour l'élargissement du parc de centrales à charbon dans le pays de l'Asie du Sud-Est.

R. E.

Tizi-Ouzou

Réalisation d'un silo de 30 000 tonnes pour le stockage

■ La Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Draa Ben Khedda, qui collecte les produits céréaliers des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Alger, a bénéficié d'un projet de réalisation d'un nouveau silo d'une capacité de 30 000 tonnes, a-t-on appris de son directeur Mohamed Djouder.

Par Nassima A.

Ce projet de silo qui permettra la création de 100 à 200 emplois directs et indirects, va augmenter les capacités de stockage au niveau de cette

Coopérative, qui dispose actuellement de dock-silos d'une capacité de 120 000 qx, d'un magasin pour le stockage des semences de 20 000 qx et d'un autre dépôt de semences à Thénia dans la wilaya de

Boumerdès et doté d'une capacité de 20 000 qx, a souligné ce même responsable. Prévu en structure métallique, ce silo sera réalisé à Draa Ben Khedda, sur un site desservi par la RN 05 d'une superficie de 22 600 m². Il sera doté de 8 cellules d'une capacité de 3 750 tonnes, pour le stockage en vrac de céréales de consommation. Il assurera la livraison de ces produits aux unités de transformation des wilayas rattachées à la CCLS de Draa Ben Khedda à savoir, Tizi-

Ouzou, Boumerdès et Alger, selon la fiche technique du projet. Le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche,

Cherif Omari, qui a visité jeudi la CCLS de Draa Ben Khedda, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou, et qui a lancé ce projet de silo, a indiqué que ce dernier est un grand acquis pour Tizi-Ouzou qui est une wilaya importante car recevant les produits céréaliers collectés



a Tizi-Ouzou, Alger et Boumerdès tout en fournissant les unités de transformation des ces trois wilayas. Inscrit dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour augmenter les capacités de stockage des céréales au niveau national, le nouveau silo de Draa Ben Khedda permettra à la CCLS,

qui a collecté durant la campagne 2018/2019 près de 163 372,33 qx de céréales, d'être «à l'aise» durant les prochaines saisons, a précisé M. Omari. Le ministre a rappelé lors de sa visite que 9 silos de stockage ont été réceptionnés à travers le territoire nationale en 2019 et dont le dernier en date est celui de Ahmer El Ain à Tipasa alors qu'il a procédé au lancement d'une autre structure de stockage à El Menia dans la wilaya de Gharadaia. M. Omari, en parlant de Gharadaia a salué les agriculteurs modèles de El Menia qui ont une très bonne maîtrise de la production de céréales ajoutant que c'est avec ces modèles de réussite que nous allons faire l'extension de cette culture. Le ministre a rappelé que l'Algérie a sécurisé sa production de semence et de blé dur et orge. Il a rappelé que depuis 1995 le pays produit sa propre semence et ce, grâce à la maîtrise des programmes de multiplication, alors que pour les céréales de consommation, depuis juin dernier le l'Algérie a réalisé une autosuffisance en blé dur et orge. Pour le blé tendre, des mesures sont engagées pour arriver également à l'autosuffisance dans la production de cette variété céréalière, a-t-il dit.

N. A./APS

Samy Y.

Souk Ahras

Raccordement de 20 mechtas au réseau d'électrification rurale dans diverses communes

Vingt mechtas réparties sur 9 communes de la wilaya de Souk Ahras, ont été raccordées à la fin du mois d'octobre dernier, au réseau d'électrification rurale, a-t-on appris auprès du directeur de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, Tahar Bezghoud. Inscrit dans le cadre de la généralisation de l'alimentation en cette énergie et l'amélioration du cadre de vie de la population du monde rural, tout en contribuant à assurer leur fixation dans leurs zones d'origine ce raccordement a concerné 233 habitations a précisé à l'APS le même responsable. Les mechtas «El Bi», «Remal Lehsan», «Medjan El Heddad» et «Bouchahda», relevant des communes de Tifach, M'daourouch, de Mechroha,

Ouillan, Henancha, Ouled Idriss, Ain Soutane et Zouabi, ont figuré parmi les régions à caractère rural, ciblées par cette action, a détaillé la même source. Le programme tracé par cette concession, a souligné le même directeur, se poursuivra pour toucher les deux autres mechtas «Fedj Lebyad» et «El Houam», situées respectivement dans les localités de Henancha et de Tifach où pas moins de 50 familles vont bénéficier des bienfaits de cette énergie propre. Afin de dynamiser le secteur agricole, répondre aux besoins des agriculteurs et raccorder les zones éloignées au même réseau, une enveloppe financière dépassant 830 millions DA, inscrite au titre du fonds commun des collectivités locales (FCCL), a été réservée

dans la wilaya pour l'approvisionnement en électricité de nouveaux groupements d'habitation, a indiqué M. Bezghoud. Il a encore affirmé que la concrétisation de ces opérations contribuera à l'augmentation du taux de couverture en électricité à 97 % à l'échelle locale, ce qui permettra à cette wilaya frontalière, d'occuper les premières places, au niveau national, dans ce domaine. Les différents investissements publics mobilisés, ces dernières années dans la wilaya de Souk Ahras, ont permis d'alimenter 150 mechtas de plusieurs localités en électrification rurale parmi un total de 242 zones rurales programmées, ayant nécessité la mise en place d'un montant financier de l'ordre de 120 mil-

liards DA, ont rappelé de leur côté les services de la wilaya. Ces budgets d'investissement, a-t-on signalé, ont contribué à l'approvisionnement de nombreux groupements dépourvus auparavant de cette énergie à l'instar des mechtas de Sersouf (100 familles) dépendant de la localité de Henancha et de Merah El Boul (30 familles) dans la commune d'Oued Keberit. Il est à noter que le programme d'aide à l'habitat rural a déployé des efforts importants pour le raccordement de milliers d'habitations, en électricité dont la majorité des mechtas des localités difficiles d'accès dont celles d'Ain Zana, Ouled Moumene, Khedara, Ouled Idriss, Mechrouha et Henancha.

Samy Y.

Laghouat

Plusieurs projets de développement lancés à Sidi-Makhlouf et El-Assafia

Plusieurs projets de développement, tous secteurs confondus, ont été lancés, au titre de différents programmes de développement de 2019, dans les communes de Sidi Makhlouf et d'El-Assafia pour l'amélioration du cadre de vie général, selon les services de la wilaya de Laghouat. La commune de Sid-Makhlouf s'est vu accorder des projets de raccordement du lotissement (500 lots) aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, d'aménagement et de l'approvisionnement de la cité chahid Guetticha-Mohamed en eau potable à partir d'un château d'eau de 300 m³. Pour répondre aux attentes de la population locale, il est relevé également la mise en service du réseau de gaz naturel pour 800 foyers, réalisés en deux lotissements, dans le cadre des programmes de l'habitat rural. Le secteur de l'éducation dans la

commune d'El-Assafia a bénéficié d'une opération d'extension de l'école primaire chahid Youssif El Mechri, en plus d'une autre de réhabilitation et d'équipement d'une cantine scolaire et l'aména-

gement de la cour et d'autres servitudes. L'on relève également, dans le cadre de la promotion de l'investissement à El-Assafia, l'accompagnement des projets productifs au niveau de la

zone des activités (9 ha), où le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai a insisté, lors d'une récente tournée d'inspection, sur la nécessité d'accorder toutes les facilités aux promoteurs locaux.

Bien qu'elles soient à vocation agro-pastorale, les deux communes offrent aussi des potentialités prometteuses d'investissement dans le domaine du tourisme.

Lamia Y.

Elevage/ Dangers de surconsommation d'antibiotiques

Lancement à Constantine d'une campagne de sensibilisation

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de surconsommation des antibiotiques ciblant les médecins vétérinaires et les éleveurs a été lancée à Constantine, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de la direction des services agricoles, Mourad Benameur. «Coincitant avec la semaine mondiale "pour un bon usage des antibiotiques" (18-24 novembre), cette campagne vise à faire connaître les risques dus au mauvais usage des antibiotiques chez l'animal et de mettre en avant les comportements à adopter en vue de limiter l'émergence de la résistance aux antibiotiques qui constitue aujourd'hui l'une des plus graves menaces pesant sur la santé mondiale, la sécurité ali-

mentaire et le développement», a expliqué Mourad Benameur. Cette initiative vise également à sensibiliser les agriculteurs sur ce phénomène largement répandu chez les éleveurs qui est d'administrer des antibiotiques aux animaux sans avis vétérinaire, a-t-il ajouté. Rappelant que les bactéries multi-résistantes issues des élevages peuvent se transmettre à l'Homme directement ou via la chaîne alimentaire, ce spécialiste a indiqué que celles-ci pouvaient provoquer des infections plus difficiles à traiter que celles dues à des bactéries non résistantes. C'est dans ce contexte que la direction des Services agricoles de Constantine a mobilisé 234 médecins vétérinaires du secteur privé et public

afin de sensibiliser les éleveurs, implantés dans les douze communes de la wilaya, quant à la nécessité de changer ces pratiques favorisant l'émergence et la propagation de la résistance aux antibiotiques. M. Benameur a, par ailleurs, fait savoir qu'au cours de cette année un cabinet vétérinaire privé et un commerce de gros des produits vétérinaires activant dans la wilaya ont été fermés pour une durée de trois mois pour avoir directement fourni des antibiotiques aux éleveurs. Il est à noter que le patrimoine animalier de Constantine recense pour l'actuelle année plus de 167 000 ovins et 40 000 bovins.

R. R.

44^e Eucoco/Sahara occidental

Carmelo Ramirez appelle à unir les forces au niveau européen

■ Le président de la Fédération des institutions de solidarité avec le Sahara occidental (Fedissah), Carmelo Ramirez, a appelé vendredi à Vitoria-Gasteiz, à unir les forces et multiplier les actions afin de faire pression sur les différents gouvernements et de soutenir le peuple sahraoui dans sa juste lutte.

Par Kamel L.

Intervenant lors de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), dont les travaux ont débuté vendredi en fin d'après-midi, M. Ramirez voit dans les "initiatives de nature politique une action essentielle pour renforcer la pression exercée sur le régime marocain et ses alliés".

«Nous devons visualiser ce conflit dans l'opinion publique afin que les gens sachent qu'il n'est pas résolu», a ajouté le président de la Fedissah, dans sa déclaration lors de cette Conférence qui se tient cette année sous le slogan, «1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance».

La Décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la paix et la stabilité dans la région».

Sur un autre plan, M. Ramirez a plaidé pour une stratégie de travail bien définie pour soutenir la consolidation de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) et accorder une attention particulière aux services publics dont bénéficient les Sahraouis vivant dans les camps de réfugiés et dans

les zones libérées.

«Nous devons garantir les conditions de vie les plus dignes possibles au peuple sahraoui», a déclaré Ramirez.

Dans une autre proposition, Carmelo Ramirez a demandé à organiser des visites dans les zones sahraouies occupées pour mettre en lumière la situation des violations des droits de l'Homme dans laquelle vivent des centaines de milliers de Sahraouis et à la participation de délégations à des événements internationaux.

Enfin, M. Ramirez demande que les différents ateliers du 44^e Eucoco soient utilisés pour élaborer des documents et des stratégies d'action avec une approche bien définie.

Pour le deuxième jour des travaux, hier, des regroupements et des ateliers et des groupes de travail, ont été élaborés par la Commission organisatrice. Les ateliers sont : «Ressources naturelles sahraouies» et «Consolidation de l'Etat sahraoui». Un autre atelier est également à l'ordre du jour, «Droits humains et territoires occupés». Podemos : il est temps que l'Etat espagnol assume ses responsabilités dans la

décolonisation du Sahara occidental

Le représentant du parti espagnol Podemos, Juan Luis Uribe, s'est engagé vendredi que son parti va mener une «réflexion sérieuse et approfondie» sur la décolonisation du Sahara occidental, soulignant que l'Espagne doit assumer ses responsabilités envers le peuple sahraoui.

S'exprimant à la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) qui se tient à Vitoria-Gasteiz, M. Luis Uribe a affirmé qu'il était temps que l'Etat espagnol assume ses responsabilités en annulant les accords tripartite de Madrid, signés en 1975, qui ont livré les territoires sahraouis au Maroc et à la Mauritanie.

Le responsable de Podemos, élu au Parlement des Pays Basques et fondateur de l'Association basquaise de solidarité avec le peuple sahraoui, a expliqué que son parti «s'engage plus que jamais» pour le parachèvement du processus de décolonisation de la dernière colonie en Afrique.

Un deuxième point important souligné par M. Luis Uribe, qui



«est le service d'intelligence du gouvernement marocain et son lobby qui achète les gouvernements en Europe», tout en dénonçant ces pratiques honteuses des deux côtés.

«Je tiens à dénoncer ici devant vous, l'intelligence et le lobby du gouvernement marocain, notamment en Europe», a souligné le responsable politique.

Les travaux de cette 44^e ont débuté vendredi en fin d'après-midi avec la participation de plusieurs délégations venues

des quatre coins du monde.

Cet événement, organisé par le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui, réuni des représentants d'associations, d'organisations politiques, de syndicats et de comités de solidarité du monde entier et des députés de différentes forces politiques du monde entier pour définir de nouvelles stratégies de travail et de pression pour accompagner le peuple sahraoui dans sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance.

K. L./APS

Tunisie

Appel à la formation d'un gouvernement de compétences apolitiques

Le président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), Samir Majoul, a souligné vendredi la nécessité que le prochain gouvernement soit composé de compétences nationales apolitiques. Il a également estimé que les partis politiques doivent avoir un rôle au Parlement, s'exprimant lors d'une rencontre au Palais Dar Dhiafa à Carthage avec le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli. Samir Majoul a ajouté que son entretien avec le Chef du gouvernement désigné a été l'occasion d'échanger les points de vue sur le contexte économique, financier et social difficile.

La rencontre a été l'occasion également de présenter la vision de l'Utica à l'horizon 2025 ainsi que son programme économique et les moyens d'impulser

l'économie nationale, a-t-il dit.

Sur la loi de finances, Majoul a relevé que le projet de loi soumis à l'examen du Parlement ne peut pas relancer l'investissement. Pour lui, il faut élaborer une stratégie claire et conjuguer les efforts pour parvenir à un résultat. Sur un autre plan, il a indiqué que l'organisation patronale n'a pas proposé des noms pour le futur gouvernement, laissant au Chef du gouvernement désigné la liberté de choisir les membres du gouvernement.

Toutefois, M. Majoul a proposé que le mandat du gouvernement soit d'une durée de cinq ans avec une obligation de résultat. Concernant la participation de l'Utica à la commission chargée d'élaborer le plan d'action du prochain gouvernement, Majoul a relevé que cette question n'a pas été abordée.

L'absence de l'organisation patronale signifie son échec, a-t-il cependant fait remarquer.

A propos des revendications de l'Utica, Majoul a indiqué que «Habib Jemli est conscient de la situation réelle de l'économie nationale et de l'importance de conjuguer les efforts pour identifier des solutions pour les différents secteurs et pour les régions».

Poursuite des concertations politiques

Les concertations entre un groupe d'experts, chargé d'élaborer le programme d'action du prochain gouvernement tunisien par le Chef du gouvernement désigné Habib Jemli, et les représentants des partis Qalb Tounes, Attayar et la coalition Al karama, ont démarré vendredi,

a rapporté l'agence de presse TAP.

Le porte-parole du parti Qalb Tounes (Au Cœur de la Tunisie), Hatem Mliki, a qualifié la rencontre de «fructueuse», indiquant qu'elle a porté sur l'élaboration du programme d'action du prochain gouvernement et les futures orientations, selon la TAP.

Mliki a relevé que les rencontres avec ce groupe d'experts «ne détermineront pas la position politique de chaque parti, étant donné que la commission est essentiellement technique». «Ces rencontres permettront de définir les points communs du programme à élaborer et leur degré de conformité avec les orientations globales de chaque formation politique», a-t-il ajouté.

Réagissant à la déclaration

du président d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, sur la participation de Qalb Tounes au prochain gouvernement, Mliki a indiqué que la participation de son parti au prochain gouvernement est une «question prématurée», ajoutant que Qalb Tounes «assumera sa responsabilité selon la position qu'il adoptera qu'il soit dans le gouvernement ou dans l'opposition».

Pour sa part, le vice-président du Courant démocrate (Attayar), Mohamed Hamdi, a relevé que la rencontre s'inscrit dans le cadre des concertations avec la commission chargée d'élaborer le programme d'action du nouveau gouvernement, soulignant que son parti n'a pas présenté des propositions précises à ce sujet.

Hamdi a également indiqué que les premières concertations ont porté sur la structure du prochain gouvernement, son programme d'action et les mesures urgentes qui pourraient être prises à moyen et long termes, a ajouté la TAP.

«L'élaboration du programme d'action du gouvernement à partir du document d'Ennahdha ou d'autres partis ne pose pas un problème, tant que tous les partis politiques sont traités sur un pied d'égalité», a-t-il dit.

(APS)

Mondji T.

Libye

L'armée américaine annonce avoir «perdu» un drone

Le Pentagone a annoncé vendredi qu'un drone de l'armée américaine a disparu au-dessus de la Libye, où des groupes rebelles se battent pour le pouvoir face à un gouvernement reconnu par l'ONU.

L'engin, non armé, «a été perdu au-dessus de Tripoli jeudi», a déclaré le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) dans un communiqué.

Aucune explication n'a été avancée. Une enquête est en cours sur cet incident, a-t-il précisé. Le commandement conduit des opérations de drones en Libye pour «évaluer la situation sécuritaire et surveiller l'activité extrémiste violente», selon le communiqué.

«Ces opérations sont cruciales pour contrer l'activité terroriste en Libye et sont totalement coordonnées avec les respon-

sables gouvernementaux appropriés», ajoute le commandement américain.

Cette annonce intervient alors que les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, ont annoncé avoir abattu mercredi un drone italien qui survolait une zone sous leur contrôle dans l'Ouest du pays, près de Tripoli.

(APS)



Chili

Recrudescence des violences, l'Exécutif appelle au calme

■ Le gouvernement chilien a lancé vendredi un appel au calme devant la recrudescence des violences dans les manifestations de protestation sociale qui durent depuis cinq semaines et ont fait 23 morts et plus de 2 000 blessés.

Par Rosa C.

"Je souhaite lancer un appel profond et sincère à toutes les forces politiques pour qu'elles appellent à la paix", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Gonzalo Blumel. Parvenir à rétablir le calme "est la mission la plus importante que nous ayons aujourd'hui en tant que pays", a ajouté le ministre. Les autorités ont annoncé vendredi que le nombre des personnes mortes dans le cadre des manifestations qui ont débuté le 18 octobre était passé à 23, avec le décès la veille d'un adolescent de 13 ans à Arica (nord). "La police a annoncé le décès d'un mineur de 13 ans renversé par une camionnette pendant une manifestation", a déclaré dans un communiqué le sous-secrétariat à l'Intérieur. La victime se trouvait jeudi sur une barricade érigée avec des pneus sur la route qui relie Arica, à 2.800 kilomètres au nord de Santiago, près de la



PH. A. D. R.

frontière péruvienne, au reste du pays. Un automobiliste a percuté les manifestants, tuant l'adolescent et blessant "grièvement" un adulte qui l'accompagnait, selon le parquet d'Arica. Le conducteur a été arrêté. La protestation, déclenchée le 18 octobre par

une augmentation du prix du ticket de métro à Santiago, s'est vite étendue à des revendications plus larges, débouchant sur la plus grave crise sociale que le Chili ait connue en trois décennies. Bien que les manifestations antigouvernementales mobilisent moins qu'au début du mouvement, les pillages et incendies ne cessent pas et on observe dernièrement une recrudescence des actes de violence. Des troubles graves se sont ainsi produits jeudi à Santiago et dans d'autres villes comme Valparaiso, Viña del Mar, Arica, Antofagasta et Concepcion. Outre le 23e décès, le bilan des troubles de jeudi a été de 128 blessés (civils et membres des forces de l'ordre) et 767 arrestations, a annoncé vendredi le sous-secrétariat à l'Intérieur. A Santiago, en particulier, et dans plusieurs quartiers périphériques de la capitale comme Puente

Alto, Quilicura ou Maipo, la nuit de jeudi à vendredi avait été marquée par des attaques contre des commerces, un poste de police et une station-service. Des milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées vendredi sur la plaza Italia, dans le centre de la capitale, pour la cinquième "plus grande marche du Chili", une manifestation convoquée chaque vendredi sur cette place depuis le début du mouvement. "Nous ne pouvons pas baisser les bras", a déclaré à l'AFP une jeune manifestante, Claudia Orotolani. "Il faut continuer à manifester parce que nous n'avons rien obtenu, parce que la répression continue et parce que le gouvernement continue de signer des accords mensongers", a-t-elle dit. Dans les environs, des manifestants encagoulés affrontaient la police, qui dispersait la foule avec du gaz lacrymogène et des camions lan-

ceurs d'eau, a constaté l'AFP. Commentant les troubles de la veille, le chef de la police, Enrique Basseletti, a dénoncé "une situation d'anormalité absolue". La police est critiquée par des habitants des quartiers touchés par les violences qui se plaignent de n'y voir personne pour les protéger. Pendant les neuf premiers jours du mouvement, le président chilien Sebastian Piñera avait déployé l'armée dans les rues et décrété un couvre-feu. Mais à présent la police est seule à tenter de rétablir l'ordre. Pour le gouvernement, les violences les plus graves sont le fait de "clubs de supporters d'équipes de football liés au trafic de drogue et à la délinquance la plus dure", a déclaré vendredi la porte-parole de l'exécutif, Karla Rubilar, sur la radio Cooperativa. Amnesty International avait publié jeudi un rapport accusant les forces de l'ordre chiliennes d'appliquer une politique de violence systématique pour décourager les manifestants. Le gouvernement avait aussitôt rejeté le rapport d'Amnesty, même si le président Piñera avait admis que "dans certains cas" il était possible que les procédures de maintien de l'ordre n'aient pas été respectées. La police et les forces armées ont nié toute violence déléguée. Sur les plus de 2.000 blessés enregistrés depuis le début de la crise, plus de 200 ont subi des lésions oculaires graves dues à des munitions spéciales employées par les forces de l'ordre. La police avait annoncé mardi qu'elle suspendait l'utilisation de ces munitions.

R. C.



Commentaire

Équation

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump violemment attaqué par le parti Démocrate tente de rappeler à ses électeurs ses réussites diplomatiques peut-être en exagérant même un peu pour avoir le beau rôle et apparaître comme le héros classique américain. C'est ainsi que ce vendredi le président milliardaire a assuré que l'armée chinoise n'était pas intervenue pour réprimer les manifestations pro-démocratie dans le territoire semi-autonome de Hong Kong uniquement parce qu'il l'avait demandé à son homologue chinois. " Sans moi, Hong Kong aurait été anéanti en 14 minutes. Il (Xi Jinping) a un million de soldats en position à l'extérieur de Hong Kong, ils n'y vont pas uniquement parce que je le lui ai demandé ", a déclaré le président américain sur la chaîne Fox News. Le locataire de la Maison Blanche a assuré avoir mis dans la balance l'accord entre Pékin et Washington, toujours en négociation pour mettre fin à la guerre commerciale enclenchée par Donald Trump. " Vous feriez une grave erreur. Cela aura un effet terriblement négatif sur l'accord commercial ", a poursuivi le dirigeant Républicain, citant une conversation qu'il assure avoir échangé avec le président chinois. Hong Kong, ex-colonie britannique rétrocédée à la Chine en 1997, est une région semi-autonome dirigée sous le principe " Un pays, deux systèmes ", et jouit à ce titre de libertés inconnues dans le reste de la Chine, et ce jusqu'en 2047. Le territoire connaît depuis le mois de juin le plus long mouvement de protestation depuis sa rétrocession. Les manifestations y sont quasi quotidiennes pour dénoncer l'emprise de plus en plus pesante de Pékin sur les affaires de Hong Kong. " Nous devons soutenir Hong Kong mais je soutiens aussi le président Xi ", a poursuivi Donald Trump, résumant la complexité de l'équation dans laquelle se trouve Washington. Ces déclarations du président américain interviennent au surlendemain de l'adoption par le Congrès américain d'une résolution soutenant les " droits humains et la démocratie " à Hong Kong face à Pékin et menaçant de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique. Cette résolution, qui a suscité l'ire de Pékin, doit encore être signée par Donald Trump pour être promulguée. Reste à savoir comment Trump réussira à jongler entre l'alliance qu'il tente de tisser avec Pékin et qui aurait un impact des plus positifs sur sa présidence et la tradition qu'ont pris les américains de défendre autant que faire se peut Hong Kong. Aujourd'hui, ces deux éléments pèsent sur le président milliardaire qui doit se montrer prudent et faire les meilleurs choix possibles pour promouvoir son action à la Maison-Blanche et convaincre les américains encore hésitants des bienfaits d'un second mandat de Trump à la tête des États-Unis.

F. M.

Hong Kong

Un manifestant blessé par balle appelle à voter pour la "démocratie"

Un étudiant hongkongais de 21 ans, blessé par balle par un policier lors des manifestations, a appelé hier les habitants à voter en masse aux élections de district du lendemain afin "d'obtenir davantage de démocratie". Les bureaux de vote ouvriront aujourd'hui matin dans le territoire semi-autonome peuplé de 7,5 millions de personnes. Ce scrutin, certes très local, permettra toutefois de jauger la popularité du gouvernement local pro-Pékin qui se montre inflexible face aux contestataires. L'ex-colonie britannique traverse depuis juin une crise politique sans précédent depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, avec des manifestations régulières qui dégénèrent presque systématiquement en violences. "J'espère que les habitants de Hong Kong voteront afin d'obtenir davantage de démocratie de manière pacifique", a déclaré à la presse Chow Pak-kwan, le visage

recouvert d'un masque et vêtu des habits noirs portés par les contestataires. Blessé il y a deux semaines, cet étudiant fait partie des trois personnes touchées par balle depuis le début des manifestations. Il est le premier à s'exprimer publiquement. Chow Pak-kwan est sorti de l'hôpital mercredi après l'ablation d'un de ses reins et d'une partie de son foie à la suite de sa blessure. "Chaque vote compte", a-t-il déclaré, s'appuyant sur une canne. L'étudiant avait été touché à l'abdomen le 11 novembre, lorsque des manifestants bloquaient des rues de Hong Kong. La vidéo avait été diffusée en direct sur Facebook. Sur les forums prisés des manifestants, les appels se multipliaient pour voter en faveur des candidats pro-démocratie. L'élection permettra de désigner 452 conseillers issus de 18 districts. Il s'agit du scrutin le plus démocratique à Hong Kong.

Quelque 400.000 nouveaux électeurs se sont inscrits, un signe interprété comme positif par le camp pro-démocratie. La police sera déployée en force autour des bureaux de vote et dans les rues de la métropole aujourd'hui. Les autorités ont appelé les citoyens à laisser le scrutin se dérouler normalement et démentir hier des rumeurs selon lesquelles des technologies de reconnaissance faciales seraient utilisées dans les bureaux de vote. Le mouvement pro-démocratie est né de l'opposition à un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale - où la justice n'est pas indépendante du pouvoir. Ce texte a depuis été retiré mais les manifestants ont élargi leurs revendications. Ils exigent désormais le suffrage universel pour l'ensemble des élections locales et une enquête indépendante sur ce qu'ils présentent comme des violences policières.

Théâtre

«Cannibale», nouvelle pièce au théâtre régional de Béjaïa

■ «Cannibale», la nouvelle pièce du théâtre régional de Béjaïa (TRB), dont la générale a été donnée jeudi soir, a résonné comme un cri de révolte contre la misère humaine et un de ses corollaires, le trafic d'organes.

Par Adéla S.

Son metteur en scène, le dramaturge Omar Fetmouche, n'a pas mis de gants pour exposer le phénomène dans toute sa cruauté, quitte parfois à en exacerber les contours et la substance. Ainsi, dans sa dramaturgie, il fait une place centrale au four crématoire, conçu comme un prolongement naturel des salles d'opérations au sein desquelles se réalisent clandestinement les prélèvements et les transplantations d'organes.

Une fois les parties jugées intéressantes retirées du corps, les carcasses restantes et leurs

viscères sont machinalement voués au feu et calcinés. Dans ces endroits où il est mis fin à des vies pour en sauver prétendument d'autres, il n'y a pas de place, encore moins de temps et d'argent, pour les cérémonies funéraires en effet. Et la purification passe tout bonnement par la flamme.

La trame est difficile et insupportable. Et l'auteur, visiblement marqué par l'actualité et ses lectures foisonnantes autour du sujet, a passé en revue et potassé plus de 400 documents, selon son aveu à l'APS. Il s'en est forgé un sentiment de dégoût mais aussi de colère, qui ont fait qu'il apparente les acteurs de ce trafic



macabre à des «cannibales», certes d'un certain genre, qui ne dépècent pas leurs victimes en les machouillant mais qui donnent la mort, tout autant en les privant de leurs organes vitaux.

La chronique en fait s'ouvre sur un fait anodin. L'histoire d'une journaliste qui débarque dans une clinique pour des soins esthétiques, mais qui, rapidement, en découvre la face cachée. L'espace du rêve qu'elle

supposait n'en était rien d'autre qu'une boucherie à ciel ouvert, gérée par une mafia et par des médecins qui en avaient tous les attributs.

La valeur de patients se mesurait à l'aune de leur position sociale, selon qu'ils étaient riches et prêts à payer ou pauvres et ne méritant pas de vivre par conséquent. La sélection est faite d'emblée et les corps triés sur décompte mer-

cantile. Les uns voués à la félicité et la vie éternelle, et d'autres voués à la souffrance et à l'extinction. "De toute façon, les misérables et les parias empêchent le monde de tourner", rétorquera une mafieuse en chef dans la pièce, qui se voyait déjà mettre ce même «monde à ses pieds» au regard de l'ampleur des misérables et des miséreux.

Mériem, la journaliste est horrifiée. Mais elle reste sur place pour en rendre compte dans sa gazette. Seulement, au bout de quelques jours, elle est démasquée puis condamnée à son tour au four crématoire. Au moment d'en subir les affres, elle est miraculeusement sauvée par un trafiquant qui se nourrissait un doux projet. Et la trame finit sur ce happy-end, magnifié par le sauvetage d'un nouveau-né, prédestiné également au charcutage et à la mise aux arrêts de toute de la bande de trafiquants.

La chronique est inspirée de faits vécus pour l'essentiel à l'étranger. Mais certains se sont déroulés en Algérie, dira Fetmouche, qui estime, par son texte, vouloir seulement tirer la sonnette d'alarme sur ce phénomène qui prend une ampleur mondiale, n'épargnant aucun continent.

A. S./APS

Cinéma

Le Festival international du Caire reçoit le statut de festival qualificatif aux Oscars

Le Festival international du film du Caire (CIFF) a annoncé vendredi que l'Académie des arts et des sciences du cinéma (AMPAS) lui a décerné le statut de festival qualificatif aux Oscars. La manifestation, d'une durée de 10 jours, a commencé mercredi et présente 150 films de 63 pays différents, dont le Mexique, invité d'honneur. Le festival a annoncé dans un communiqué que le lauréat du Prix du meilleur court métrage dans la section «Cinéma de demain» du concours de courts métrages sera éligible pour être pris en compte dans les catégories de courts métrages de fiction et de courts métrages d'animation des Academy Awards – les Oscars – sans avoir besoin d'une sortie normale en salles, à condition, par ailleurs,

que le film soit conforme aux règles des Oscars. Cette initiative rassemble des professionnels de l'industrie du monde entier qui participent à un programme de classes de maître, de tables rondes et d'événements conçus pour inspirer, présenter et soutenir les talents cinématographiques de la région, a indiqué le communiqué. Le CIFF est le seul festival d'Afrique du Nord à figurer sur la liste des festivals internationaux qualificatifs, qui inclut également ceux de Cannes, Venise, Berlin et Sundance. «Nous sommes extrêmement fiers d'avoir été sélectionnés pour rejoindre les festivals qualificatifs aux Oscars», a déclaré dans un communiqué le président du festival, Mohamed Hefzy. Deux longs métrages algériens «Parkours» de

Fatima Zohra Zamoum et «Abou Leïla» d'Amine Sidi Boumediene sont en lice à la 41^e édition du Festival international du cinéma du Caire (Cairo International film festival «CIFF»). Coproduction algéro-française, le long métrage de fiction «Parkours», réalisé en 2019, entre donc dans la compétition «Perspectives du cinéma arabe», à côté de 11 autres films, tels que «Bik Eneich» de Mahdi Barsaoui (de Tunisie), ou encore «Khartoum Offside» de Marwa Zein (Soudan).

Créé en 1976, le Festival international du cinéma du Caire est considéré comme un des plus anciens festivals dédiés au septième art dans le but de construire les ponts de communication à travers le cinéma, selon les organisateurs.

Ammar G.

RDCongo

La RDC inaugure son grand musée national

La République démocratique du Congo (RDC) a inauguré samedi son grand musée national, renfermant quelque 400 œuvres montrant l'homme congolais dans son environnement actuel et ancien.

Situé le long du boulevard «Triomphal», à côté de l'Assemblée nationale, le musée national de la République démocratique du Congo (MNRDC) a été construit par la Corée du Sud pour 20 millions de dollars.

Havre de paix ouvert au public depuis juin, l'architecture du «MNRDC» isole le visiteur des bruits de la ville : portique d'accès avec galerie de colonnes, cour intérieure avec bassins, immenses portes coulissantes pour pénétrer dans les salles d'exposition, terrasse intérieure...

Sur deux niveaux, les trois salles présentent un tout petit échantillon du riche patrimoine culturel et cultuel congolais. Les

quelque 400 œuvres sont rangées par grands thèmes (défis de l'existence, cycle de la vie, expression culturelle).

Statuettes funéraires, masque en métal à l'expression profonde et mystérieuse, masque en bois aux grosses joues grotesques pour des rites d'initiation... : «Ces objets représentent le génie créateur du peuple congolais», résume le directeur général de l'Institut des musées nationaux (INM), Paul Bakua-Lufu Badibanga. «On a essayé de

montrer l'homme congolais dans son environnement, actuel et ancien», ajoute-t-il. Ce musée qui se veut «national» fait la part belle à quelques-uns des 400 peuples identifiés le long du fleuve Congo et ses affluents (Luba, Tshokwe, Pende, Kongo...). Le musée est un miroir des paradoxes de l'identité congolaise, pays-continent où persiste des réflexes communautaires («ethniques» ou «tribaux» disent les Congolais). Le musée développe une approche trop «coloniale»

de l'histoire et la société, au goût du professeur d'anthropologie Placide Mumbembe : «A l'entrée, vous avez la carte ethnique du pays (NDRL : en fait l'énumération de toutes ses communautés). On se croirait dans les musées coloniaux des années 30 ou 40. On ne présente pas une société qui évolue».

Les responsables de la scénographie ont choisi les 400 œuvres parmi les dizaines de milliers de pièces conservées par l'Institut des musées natio-

naux (45 000, dont 12 000 ont été transférées dans les réserves du nouveau musée).

Les autres sont restées au siège de l'Institut, niché sur les hauteurs de Kinshasa dans l'enceinte du parc présidentiel du Mon-Ngaliema. Quant à l'autre musée de Kinshasa, dédié à l'art contemporain, il expose et conserve les toiles des maîtres de la peinture populaire très prisés sur le marché de l'art (Chéri Samba, Moke, Pili Pili...).

R. C.

Du 28 au 30 novembre à Accra

Conférence sur l'industrie musicale en Afrique

La 3^e édition de la conférence «Music in Africa», un événement panafricain destiné aux acteurs de l'industrie musicale, se tiendra du 28 au 30 novembre dans la capitale ghanéenne Accra.

Organisée par la Fondation Music in Africa, cette conférence réunira des professionnels et experts de la musique de plus de

50 pays pour discuter des opportunités et défis du secteur, indique un communiqué des organisateurs.

Au programme de cette manifestation artistique, des tables rondes, des expositions, des sessions de networking, des ateliers de formation et des showcases d'artistes du continent et de la diaspora.

Cet événement panafricain, qui permet aux acteurs de l'industrie de la musique d'échanger des idées, découvrir de nouveaux talents et créer des liens commerciaux, se tient chaque année dans une ville africaine différente et attire des acteurs de l'industrie mondiale de la musique.

Racim C.



US Orléans Anthar Yahia part

L'US ORLÉANS et l'ancien international algérien Anthar Yahia, aujourd'hui ex-manager général du club, ont finalement trouvé un accord à l'amiable pour se séparer, a indiqué l'équipe de Ligue 2 française de football. «Au regard de la situation sportive actuelle du club, et de la nécessité de pouvoir préparer les prochaines échéances sportives dans les meilleures conditions possible, notamment grâce à une synergie complète entre la direction et le staff technique du club, l'US Orléans et monsieur Anthar Yahia ont décidé de cesser leur collaboration avec effet immédiat», pouvait-on lire vendredi sur le site internet de l'USO. Selon la presse locale, les négociations entre les deux parties auront été longues et compliquées. Le divorce avait été

acté mardi dernier lors d'un conseil d'administration du club. Les modalités de la séparation n'ont pas été divulguées, sinon qu'un accord à l'amiable a finalement été trouvé. L'ancien capitaine de la sélection algérienne avait été nommé en décembre 2016 manager général en charge du domaine sportif à l'US Orléans, où évoluaient les deux anciens internationaux Karim Ziani et Essaid Belkalem. Anthar Yahia (37 ans) avait rejoint Orléans en tant que joueur en janvier 2016 en provenance d'Angers (Ligue 1, France). Il avait contribué à l'accession de son équipe en Ligue deux. A l'issue de la saison 2015-2016, le héros d'Oumdurman avait décidé de mettre fin à sa carrière, qui l'a vu évoluer notamment en France et en Allemagne.

Karaté-do Anis Helassa se projette vers les JO

AYANT réalisé un «rêve d'enfant» dans une discipline qui le passionne depuis ses 4 ans, le karatéka Ayoub Anis Helassa, récent champion du monde juniors au Chili, voit désormais grand et vise les Jeux Olympiques (JO) de Tokyo-2020. Rencontré à la salle omnisports d'El-Mansoura (Constantine), Helassa (-55 kg) a déjà repris ses entraînements et l'or qu'il a remporté à Santiago, pourtant en proie à une grave crise sociale depuis plus d'un mois qui a fait plusieurs morts, semble lui donner des ailes. «Cette victoire au Championnat du monde me donne énormément de confiance pour aborder les prochaines compétitions nationales et internationales dans les meilleures conditions possibles», a déclaré l'athlète du Club Mostakbel de Constantine. Et d'ajouter : «La médaille olympique demeure la plus prestigieuse de toutes les distinctions et mon ambition est grande pour la décrocher» et inscrire son nom dans l'histoire en tant que premier Algérien champion olympique en kumité. Les grands débuts de Helassa sur la scène internationale ont eu lieu en 2018 lors du Championnat méditerranéen à Antalya (Turquie) où il a décroché la 2^e place, ainsi qu'une médaille de bronze au Championnat arabe à Tunis (Tunisie), auxquelles s'ajoutent plusieurs titres nationaux, notamment en catégorie minimes. Le jeune prodige de 16 ans ambitionne, à court terme, de s'illustrer aux Championnats locaux puis au niveau continental, tout en gardant à l'esprit son objectif principal, les Olympiades de Tokyo-2020, où le karaté fera son apparition pour la première fois dans l'histoire des Jeux. «S'entraîner quotidiennement, travailler ardemment et redoubler d'efforts pour se perfectionner sont les conditions que je m'impose pour disputer toutes les compétitions qualificatives aux JO d'été», relève-t-il. Et de revenir sur son sacre mondial : «Le Championnat du monde au Chili était une compétition très rude

qui a connu la participation de plus de 1 500 karatékas. J'ai réussi à remporter la finale grâce notamment au travail psychologique du sélectionneur national, consistant à trouver le juste équilibre entre la ferveur et l'usage des techniques», soulignant par la même occasion toute l'aide qu'a pu lui apporter le sélectionneur Tarek Adnan ainsi que les conseils précieux de son entraîneur au Club Mostakbel de Constantine, Tabet Skander.

La distinction «contagieuse» d'Anis Hellassa

Au Club Mostakbel de karaté-do, où le champion constantinois évolue depuis sa tendre enfance, l'or mondial ramené de Santiago, dans un climat tendu en raison de la crise sociale, semble donner des ailes à toute l'équipe. «Le titre décroché par Anis au rendez-vous mondial a changé énormément de choses au club, à commencer par l'enthousiasme grandissant qu'il a provoqué chez ses coéquipiers et les autres entraîneurs pour redoubler d'efforts avec l'ambition de représenter leur club sur la scène internationale», témoigne le coach Skander Tabet. Et de poursuivre : «Au Club Mostakbel, des athlètes comme Sayad Aya, Amina Boufenara, Krouech Mahdi, Kasimi Mahdi, Hamdouche Fares et Boukharou Cherif constituent l'espoir de cette discipline et peuvent aller très loin avec un bon encadrement et les moyens nécessaires pour permettre de fixer très haut la barre des défis».

MC Alger Sakhri promet de régler le problème d'argent

■ Le directeur général du MC Alger, Fouad Sakhri, a promis de régler le problème financier qui envenime la situation dans le groupe, surtout que les joueurs doivent au moins trois mensualités, de même que les membres du staff technique qui n'ont pas été payés depuis quatre mois.



Le dirigeant du MCA promet de débloquer la situation

PH. > D. R.

Par Mahfoud M.

En effet, Sakhri qui avait versé les salaires dans les comptes bancaires des joueurs, affirme que ce n'est pas de sa faute si l'argent n'est pas encore arrivé et que cela est dû à un problème au niveau de la banque. Malgré cela, il expliquera qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour trouver la solution et régulariser tout le monde, que ce soit les joueurs ou le staff technique. Il faut savoir que le coach français, Bernard Casoni, avait tiré la sonnette

d'alarme et menacé de quitter s'il n'est pas payé ainsi que ses adjoints avant la fin du mois, estimant qu'il a trop patienté, lui qui n'est pas payé depuis cinq mois. «Même si je sais que la direction fait de son mieux pour nous régulariser, je souhaite vraiment qu'on accélère la procédure, surtout que la majorité d'entre nous n'ont pas d'autres ressources», dira le driver des Vert et Rouge. Sakhri compte intervenir dans les prochaines heures pour débloquer la situation et payer tout le monde, sachant qu'il a promis de verser au moins trois mensualités et

assainir la situation au mois de décembre prochain pour permettre à tout le monde de prendre son dû. Cette situation n'est pas faite pour rassurer tout le monde au club, surtout que l'équipe joue les premiers rôles et souhaite décrocher un titre cette saison. Le club est aussi engagé dans une compétition internationale, à savoir la Coupe arabe des clubs qui nécessite aussi une mobilisation de tous les moyens pour aller loin dans cette compétition et pourquoi pas décrocher le titre.

M. M.

OGC Nice Veira confiant pour Boudaoui

L'entraîneur de l'OGC Nice, Patrick Veira, a estimé vendredi que sa nouvelle recrue algérienne, Hicham Boudaoui, rarement utilisé en ce début de sai-

son, est en train de progresser. «Il est en train de progresser, de trouver sa place dans le groupe. C'est un joueur très agressif au milieu, il se projette très vite à l'avant. C'est

un joueur très intéressant qui doit s'habituer au travail mis en place, mais il aura l'opportunité de jouer d'ici la trêve. Il n'est pas question de le prêter cet hiver, il restera au club jusqu'à la fin de la saison», a déclaré le coach azuréen en conférence de presse d'avant match contre Lyon. Arrivé cet été pour un contrat de cinq ans en provenance du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), Boudaoui (20 ans) a été rarement utilisé par le coach de l'OGC Nice. Il avait fait deux apparitions dont la première en championnat contre Strasbourg où il a disputé seulement 28 minutes et une seconde en coupe de la Ligue. Un manque de temps de jeu qui lui a coûté sa place en sélection nationale.

Handball / CAN-2020 (Gr. D)

L'EN commencera face à la Zambie

LA SÉLECTION algérienne de handball (messieurs) versée dans le groupe D de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), prévue du 16 au 26 janvier 2020 en Tunisie, débutera le tournoi face à la Zambie, selon le calendrier complet de la compétition publié vendredi sur le site de la Confédération africaine de la discipline (CAHB). Le Sept national jouera son deuxième match face au Congo, le 17 janvier (16h00), avant de boucler la phase de poules face au Maroc, le 19 janvier (14h00). Selon le calendrier de cette 25^e édition de la CAN de handball, le tableau final du tournoi

débutera le 20 janvier avec le déroulement des huitièmes de finale, suivis des quarts le 22 janvier. Les demi-finales de la CAN-2020 se disputeront le 24 janvier, alors que la finale a été programmée le 26 janvier. Seize pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final validera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques Tokyo 2020. Il s'agit de la Tunisie (tenante du titre et pays organisateur), l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, le Cap Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, la RD Congo, l'Egypte, le Gabon, la Guinée, le Kenya, la Libye, le Maroc, le Nigeria, et la Zambie.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Blida/Au profit des orphelins

L'association «Kafil El Yatim» lance la campagne un «Hiver chaud»

UNE CAMPAGNE de solidarité «Hiver chaud» a été lancée, par l'association «Kafil El Yatim» de Blida, en vue de réunir des dons nécessaires pour la saison hivernale, au profit des orphelins et veuves de Blida et d'autres wilayas du sud du pays, a-t-on appris du chargé de la communication auprès de cette association caritative.

«Nous avons procédé le 18 du mois en cours au lancement de la 8e édition de la campagne "Hiver chaud", visant à réunir différents dons en nature nécessaires par les familles en cette saison, en vue de les offrir à des orphelins et veuves de Blida et d'autres wilayas du sud du pays», a indiqué à l'APS Tarek Latreche.

Cette action caritative est soutenue par plusieurs réseaux sociaux et organes d'information, qui en font la promotion, parallèlement à des espaces commerciaux et autres places publiques, au niveau desquels les bienfaiteurs de la wilaya (entre industriels et citoyens) sont appelés à faire don de literie, habits chauds, appareils de chauffage, produits alimentaires et autres fournitures diverses destinés à combler les besoins ressentis par les familles déshéritées en cette saison de pluies, de froid et de neige, a-t-il déclaré. A travers cette campagne,

l'association caritative «Kafil El Yatim» vise à «couvrir les besoins des 8 000 orphelins et 3 300 veuves de la wilaya de Blida, parrainés par elle, tout en envoyant l'excédent des dons vers des wilayas du Sud», a fait savoir M.Latreche.

«Un grand espoir est fondé sur la générosité et l'esprit d'entraide et de solidarité légendaire des citoyens pour la réussite de cette campagne, visant l'ancrage des valeurs de fraternité et d'union entre les membres de la société», a-t-il encore observé.

L'édition précédente de cette campagne «a été un véritable succès», a-t-il par ailleurs soutenu, assurant «la collecte de dons considérables, ayant permis la prise en charge des orphelins de la wilaya, avec l'envoi de l'excédent à des familles d'Adrar, Ghardaïa, Reggane et Tébessa notamment», a informé le même responsable.

L'association «Kafil El Yatim» compte 19 sections à travers la wilaya de Blida, et organise régulièrement des campagnes de solidarité au profit des veuves et des orphelins, dont la distribution du couffin du ramadhan, d'habits de l'Aïd, et de fournitures scolaires, outre des sessions de formation, en tous genres, dédiées à cette catégorie sociale.

Slim O./APS

Draa Ben Khedda

Le corps sans vie d'un homme découvert dans un caniveau

LE CORPS sans vie d'un homme (49 ans) a été découvert vendredi dans un caniveau à proximité du stade communal de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi

Ouzou. La dépouille a été évacuée par les éléments de la Protection civile de Draa Ben Khedda. La cause du décès n'a pas été précisée.

H.M.

Raccordement au gaz naturel à Béjaïa

2 000 milliards débloqués pour alimenter plusieurs communes

Plusieurs communes de la wilaya seront raccordées prochainement au gaz naturel. On compte les communes de l'est de la wilaya, entre autres, Aït Smaïl, Taskariout, Darguina et les communes Ouest de la wilaya dont Béni K'sila, Adekar, Taourirt Ighil et Tifra, entre autres, a-t-on appris ces derniers jours. En fait, ce sont tous les projets de raccordement au gaz de ville inscrits ces dernières années qui sont débloqués, a fait savoir ces derniers jours le président-directeur général de la GRTG, Cherif Zaout lors d'une rencontre tenue au siège de la wilaya de Béjaïa, à la fin de la semaine écoulée. La commune d'Aït

Smaïl sera alimentée en gaz de ville à partir de Sétif, tandis que des financements seront dégagés en faveur des communes de Darguina et de Taskariout pour être raccordées elles aussi. Pour ce qui est des municipalités de la rive Ouest, à l'instar de Béni K'sila, Adekar, Taourirt et Tifra leur alimentation en gaz de ville se fera à partir de Tifra depuis notamment le gazoduc 16 pouces reliant Freha (wilaya de Tizi-Ouzou) à Tifra, dont les travaux ont commencé. Une enveloppe financière de l'ordre de 2 000 milliards de centimes a été débloquée à ce propos, précise-t-on. Notons que le taux de raccordement en gaz de ville en faveur de la

wilaya de Béjaïa s'est beaucoup amélioré. Il est actuellement d'environ 75%. «Avec l'achèvement de tous les programmes en cours de réalisation, ce taux pourrait atteindre les 95%», a-t-on annoncé. Notons que 490 foyers ont été raccordés il y a quelques jours au réseau de gaz naturel dans la localité de Tifra. Pas moins de 4 000 foyers seront raccordés dans cette commune et ses pourtours dont Lotta, Felih, Tighilt, et El Klaâ... et un total de 12 260 foyers seront alimentés dans un premier temps. S'agissant du volet électricité, «seule la centrale d'Amizour est mise en service pour répondre aux appels de puissance de pointe et une

contribution énergétique d'appoint pour assurer la stabilité et le soulagement du réseau». Le choix de terrain pour les trois nouveaux postes électriques est en cours et la procédure d'indemnisation des propriétaires concernés est aussi en cours d'examen, a-t-on appris. Par ailleurs, un programme de développement pour une large couverture des différents pôles urbains (Ighzer Ouzarif, Sidi Boudrahem...) et les zones industrielles (Béni Mansour, El-Kseur, Fénaïa lllmathen...) en cours de lancement devrait être initiés afin de faire face aux besoins énergétiques considérant les déficits enregistrés.

Hocine Cherfa

Le Hirak boucle son 9e mois



Djalou@hotmail.com

Une centaine d'artistes prennent part à la 10^e édition

Ouverture du Salon Djurdjura des arts plastiques à Tizi Ouzou

■ Une centaine de participants animeront la 10^e édition des arts plastiques du Djurdjura ouverte hier à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou

Par Hamid M.



Ils sont venus des différentes régions de la wilaya dont une vingtaine des sortants de l'Ecole des beaux-arts d'Azazga pour présenter leurs œuvres artistiques au bonheur des amoureux des arts plastiques en particulier et du large public en général.

En plus de l'exposition des œuvres, la maison de culture Mouloud-Mammeri, la bibliothèque de lecture publique de la ville des Genêts et l'Ecole des beaux-arts d'Azazga abriteront les festivités de ce Salon qui se poursuivra jusqu'au 26 novembre. Les adhérents des ateliers de la maison de la culture et de l'association «Ithrane Ussirem» (les étoiles de l'espoir) de Tirmatine animeront les stands d'exposition du Salon.

Au programme également, le lancement de la fresque commémorative des 10 ans du salon Djurdjura des Arts Plastiques, une mise en scène de la chanson «Denia» (la vie) du chanteur chaabi Kamel Messaoudi en tamazight et sur un fond plastique, par Ayrad Omar Salhi, Djamel Talbi et un groupe d'artistes et une table ronde autour du marché de l'art en Algérie.

H. M.